



## Synthèse du 4<sup>ème</sup> séminaire « Prospective - perspectives »

### « Attractivité des territoires ruraux et logique de développement durable »

12 février 2008 - Paris

#### Intervention de Magali Talandier

« *Un autre modèle de développement hors métropolisation,  
le cas du monde rural français* »

Magali Talandier (Université Paris 12) a soutenu cette thèse à l'Institut d'urbanisme de Paris, sous la direction de Laurent Davezies (auteur de « *La république et ses territoires, la circulation invisible des richesses* »). Elle est partie du constat qu'il y a un décalage entre le modèle défendu par le discours dominant (la métropolisation, le phénomène de concentration des richesses et des emplois à haute valeur ajoutée dans les grandes villes, avec l'étalement urbain) et des phénomènes comme la progression démographique du rural isolé.

Sa thèse est à lire sur : <http://talandier.com/thesetalandier.pdf>

Quelques données et observations présentées par Magali Talandier :

#### **Des migrations vers le rural isolé**

- + de 45% des urbains nouvellement installés dans le rural isolé habitaient auparavant à plus de 200 kilomètres

- 40% des migrants en rural isolé viennent de l'île de France

On ne peut donc pas parler uniquement d'étalement urbain. Ces migrations prouvent qu'il n'y a pas de fatalité, que l'on peut s'appuyer sur ces ressources pour développer les territoires.

#### **Revenus des habitants**

Les revenus déclarés par habitant sont plus faibles à la campagne qu'en ville. Mais en prenant en compte les revenus dits de transferts (remboursements sécurité sociale, allocations familiales...), le revenu disponible par habitant est supérieur de 19% au revenu déclaré. Le regain du rural serait en partie dû à cette circulation monétaire supplémentaire pour les nouveaux arrivants.

#### **Taux de présence**

Le taux de présence\* est plus élevé dans le rural isolé (indice 127) et notamment en Rhône Alpes, dans les Pyrénées, le Massif Central, qu'en région parisienne et dans le Nord (indice inférieur à

100). A Paris, il est de 100, ce qui signifie qu'il y a autant de touristes que d'absents. En général, les zones riches ont beaucoup d'absents, sauf celles qui sont très touristiques. On regarde souvent la géographie sous l'angle de la production et trop rarement sous l'angle de la consommation.

*\* Taux de présence : population présente effective à l'année, soit le nombre de résidents + les autres présents (touristes...), moins les résidents partis en vacances. Un taux de 100 signifie qu'il y a autant de présent que de partants à l'année.*

### **Revenus des territoires**

Selon Davezies, un territoire a plusieurs sources de revenus :

- La base productive privée : revenus issus de la vente de biens et services à l'extérieur du territoire
- La base résidentielle : revenus apportés par les touristes, les retraités et les résidents permanents
- La base publique : revenus versés par l'Etat
- La base sociale et sanitaire : prestations sociales, remboursements de santé.

Dans les territoires ruraux, c'est la base résidentielle qui est la plus forte, notamment avec le tourisme. La base productive est plus faible, mais néanmoins supérieure au périurbain.

**Conclusion :** Ces mécanismes sont facteurs de développement socio-économique, de cohésion sociale et spatiale, mais ils ont des conséquences inquiétantes : inégalités entre résidents, gestion des nouveaux arrivants, durabilité...

### Synthèse du débat autour de l'intervention de Mme.Talandier

#### ***De l'économie présentielle au développement local***

L'économie présentielle et le tourisme ont certes un effet positif sur les territoires ruraux, mais également des conséquences négatives, notamment en terme d'inégalités. Il est clair que l'économie rurale ne doit pas se réduire au résidentiel et au tourisme. Il a d'ailleurs été rappelé que le développement local est né d'une révolte, du refus qu'il y ait des territoires pauvres, en souffrance. On s'est tourné vers le « développement local des ressources » (prise en compte de l'endogène et de l'exogène), plutôt que vers un « développement des ressources locales » (c'est-à-dire uniquement endogène) comme l'a expliqué Yves Gilbert.

#### ***Quelles évolutions possibles ?***

Trois modèles d'évolution sont possibles :

- ➔ La densification des villes
- ➔ Le développement d'un monde rural basé sur le local, dont l'économie s'appuie sur des circuits courts
- ➔ L'économie résidentielle, qui est un modèle considéré comme non-durable

Mais la réalité est plus complexe, comme l'a rappelé Thierry Cann (Pays Centre Ouest Bretagne) : dans les territoires ruraux, l'économie est plurielle, d'un côté les ZA se remplissent, de l'autre on travaille sur la présence, les circuits courts et les politiques d'accueil. La réalité des territoires est en fait assez différente des modèles théoriques. Même si, dans certains territoires comme dans le sud-est, les territoires sont dans une « course au résidentiel » et n'essaient même plus de faire venir des entreprises.

Reste à approfondir également la notion d'emploi domestique. Il y a tout un champ à explorer autour de ces emplois qui répondent à une demande locale.

## Intervention de Bertrand Hervieu

### *De la France du X<sup>II</sup>e au monde méditerranéen contemporain, comprendre les relations ville-campagne d'aujourd'hui*

Bertrand Hervieu : Secrétaire général du CIHEAM, Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, organisme intergouvernemental qui rassemble 13 pays de la méditerranée, autour de 3 missions, la formation, la recherche et l'animation-coopération. Ses champs d'action sont l'agriculture, l'alimentation et le développement rural.

Bertrand Hervieu a commencé par présenter son nouvel ouvrage « *Les orphelins de l'exode rural* », qui poursuit ses réflexions sur les rapports ville-campagne. Pour lui, après s'être lamentée sur l'exode, alors que les campagnes retrouvent de la population, la société française continue de se plaindre car ces campagnes sont éloignées de celles d'antan, c'est le triomphe de « l'urbanité des campagnes ». Le sociologue met cette évolution en parallèle avec la situation mondiale : aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population urbaine est supérieure à la population rurale avec, dans les zones rurales des pays du Sud, des populations assignées dans leur misère.

Il y a donc un phénomène de croisement. Ces rapports ville-campagne se bloquent, se recomposent d'une manière qui n'avait pas été prévue, estime Bertrand Hervieu. Pour expliquer ce phénomène, il apporte deux éclairages :

- **Un éclairage contemporain, avec la méditerranée.** Cette mer est le point commun entre tous les états de la méditerranée, répartis sur 3 continents. Ce qui les rassemble ? Le fait d'être des précipités de conflits et de tensions liés à la mondialisation. Aussi étrange que cela puisse paraître, c'est bien le conflit qui fait ici l'unité de cette région.

Pour Bertrand Hervieu, la 1<sup>er</sup> contradiction est que ce n'est pas l'écart entre la rive nord et la rive sud qui est le plus significatif, mais la coupure sud/sud entre un littoral densifié avec les 2/3 de la population, d'Agadir à Istanbul, et des populations rurales, comme assignées sur place. Il ne s'agit pas uniquement d'un divorce ville-campagne, mais d'un divorce social grave. La société du littoral voit apparaître une nouvelle classe moyenne, qui aspire à la mondialisation, à la standardisation des modes de vie et à l'instantanéité de l'information. C'est une population qui est en phase avec la révolution des supermarchés et des paraboles. A l'intérieur des terres, les populations rurales sont coupées de ce processus. Le marché n'y est pas standardisé ni solvable, ce qui maintient la pauvreté, tout en empêchant l'approvisionnement du littoral. Deux dynamiques sociales, politiques, économiques, s'installent donc. On pensait que l'émergence des classes moyennes allait être le moteur du développement de ces espaces, par le fait qu'ils allaient se nourrir davantage (l'augmentation du niveau de vie commence toujours par le budget alimentaire) et donc faire vivre les campagnes. Mais rien de tout cela ne s'est passé. La clientèle littorale importe des produits. Sur la rive nord, la situation est très différente. Cette différence montre bien que le fait d'importer un modèle de développement est une erreur. Certains continuent de croire, à tort, que ce qui a marché au nord devrait fonctionner en Algérie. Mais nos politiques de développement territorial ont été pensées et appliquées sur des espaces qui s'étaient vidés... Alors qu'au sud de la méditerranée, les espaces ne se sont pas vidés, ils sont pleins... et pauvres.

- **Un éclairage historique.** L'histoire de notre pays permet de comprendre pourquoi nous avons cette impression d' « amère victoire » devant nos politiques de développement rural. En effet, l'une des spécificités françaises est d'avoir construit une politique, une économie et une culture basées sur les campagnes plutôt que sur les villes.

La première révolution capitaliste, au XIIe et XIIIe siècles entraîne un premier exode des campagnes vers les villes, où flottait un vent de liberté, où les serfs pouvaient s'affranchir des seigneurs. C'est l'époque de l'effervescence architecturale avec les cathédrales, la naissance des corporations et le développement du commerce. Une bourgeoisie citadine et commerçante émerge, mais, dès la fin du XIVe, le développement urbain se sclérose et décline jusqu' au XVe siècle.

La 2<sup>e</sup> Révolution, industrielle, liée aux grandes découvertes et à la mondialisation, va prendre le contre-pied de ce qu'il s'était passé trois siècles auparavant pour baser le développement et la production dans les campagnes. Les villes restent le lieu de la bourgeoisie, de la culture, de l'expression politique mais la campagne est le lieu de la production. B.Hervieu parle du « domestic system » mis en place à l'époque, qui consiste à donner à tout ce peuple rural, ici quelques arpents de terres, là trois métiers à tisser, d'innombrables petites forges... Ainsi, au début du XVIIIe, la France est industrialisée comme l'Angleterre, mais la production est entièrement rurale, de la métallurgie au textile.

Il faut attendre Henri IV pour prendre conscience des limites de cette dispersion et passer au « factory system » anglais, qui consacre la domination des Manufactures Royales. Mais la France poursuit son développement rural avec cette idée, profonde et durable, que la production des richesses se réalise à la campagne, et avec une vision dense de ce qu'est la paysannerie : artisanat, agriculture, petite industrie... Au moment de la Révolution Française, il y a moins d'1 million d'habitants à Paris, alors qu'une dizaine de villes anglaises dépassent déjà le million. En 1860, on atteint le maximum de population rurale, avec 80% de la population française. Viennent ensuite l'émergence de la classe ouvrière, la Commune de Paris... Ce qui renforce la volonté politique de freiner la concentration urbaine, qui serait la cause de ces révoltes, de ces instabilités. D'où une volonté de « ruraliser » encore l'industrialisation.

Sous Gambetta se développe une nouvelle vision des problématiques ville-campagne : aux campagnes l'agriculture et ses paysans, aux villes le pouvoir, l'industrie et la répression. Ce qui signe cette séparation, c'est la création en 1881 du Ministère de l'agriculture. En effet, avant, il n'y avait pas de dichotomie ville/campagne puisqu'il y avait un seul ministère « des productions et des échanges ». Pour Gambetta, il fallait se baser sur les paysans (sans les ouvriers) pour asseoir la République, paysans qui aspirent à la propriété foncière. Ce Ministère de l'agriculture est imaginé comme un ministère des campagnes : pour l'école, les routes, la sécurité etc., un monde « à part » puisque Gambetta a conçu ce ministère à partir de celui des colonies. Une campagne « purifiée », qui concentre la production agricole, la nature, de même que la défense des frontières (du champ ou de la république). Ce modèle est construit sur le patrimoine, le patriarcat et la patrie, en totale opposition à l'internationale prolétaire. Cette séparation appelle un exode, pour séparer les vrais agriculteurs des autres, qui iront remplir les usines en ville. Ce modèle affaiblit en fait considérablement les campagnes.

En 1947, on est ainsi arrivé à « Paris et le désert français » (Gravier). La première problématique de l'aménagement du territoire est d'en finir avec l'exode. Dans les années 60-70, on parle de « décentralisation » et l'on construit des usines un peu partout en France. C'est à ce moment là que

s'amorce le retour à la campagne, et la mise en place d'une batterie d'outils de politiques territoriales. Aujourd'hui nous constatons que cette politique a été extrêmement efficace (les communes rurales regagnent de la population), de même que le furent les actions d'Henri IV ou de Gambetta. En réalité, il n'y a pas de destins, mais une histoire fruit de volontés politiques.

**Ceci nous amène à deux conclusions :**

1) **Le modèle à la Française n'est qu'un modèle parmi tant d'autres.** A l'étranger, cela ne s'est pas passé du tout de la même manière. En Angleterre, la 1<sup>e</sup> Révolution industrielle a permis de passer des corporations au factory system. Usines et manufactures se sont développées en ville, il était interdit d'avoir plus de 2 métiers à tisser chez soi, le vagabondage était passible de peine de mort... Bref, il fallait aller « au turbin », la production de nourriture était l'affaire des colonies. Au Pays-Bas, les villes sont tournées vers le commerce mondial, les campagnes n'ont pas de nom, ni de peintures les représentant. Dans la Méditerranée du Nord, c'est encore un autre système, où la ville domine. Les villages sont des villes miniatures où l'on se déplace pour cultiver mais où l'on ne vit pas (cabanon provençal). Etc.

2) **Si le repeuplement rural actuel est le fruit d'une volonté politique, dans la continuité de notre histoire nationale, il y a cependant une rupture.** Car en effet, cette fin de l'exode rural est loin d'être un retour à une ruralité d'antan revisitée. Le mouvement de repeuplement actuel signe la fin de l'espace rural comme lieu d'abri des sociétés rurales. C'est le triomphe de la fonction résidentielle, de l'environnement, de la nature, de la mobilité... autant de valeurs qui sont à l'opposé de ce qui était constitutif des sociétés rurales : production, communauté, stabilité. Bertrand Hervieu a rappelé qu'il avait lui-même participé au discours sur la renaissance des campagnes, persuadé avec les autres spécialistes, que si la tendance démographique s'inversait, on allait voir resurgir des sociétés rurales, modernes certes mais basées sur l'enracinement et la solidarité. En réalité tout a changé, on vit à la campagne de manière fluide, diffuse, mobile. Le Conseil municipal n'est plus le conseil des familles qui vont résoudre ensemble des affaires communes, ce n'est plus une société d'agriculteurs... Cela ne signifie pas que la notion d'appartenance a disparu car la mobilité n'entraîne pas nécessairement l'absence d'ancrage. La différence, c'est que cette appartenance n'est plus uniquement héritée, elle peut être choisie. Les appartenances peuvent être multiples.

## Synthèse du débat faisant suite à l'intervention

### ***Le lieu crée-t-il le lien ?***

S'il était nécessaire de s'affranchir de l'influence du lieu (terre, famille, histoire...), le lieu reste nécessaire pour créer du lien. L'individu d'aujourd'hui crée du lien dans les interstices de ses différentes appartenances. En s'installant sur un nouveau territoire, le migrant cherche aussi une nouvelle appartenance (« enracinement dynamique »). D'où la question soulevée : quelle appartenance proposer ? Comment affirmer une identité ?

### ***Le temps de la réflexion***

Ce 4<sup>e</sup> séminaire a montré à nouveau le besoin affirmé par les professionnels du développement local d'avoir des temps de réflexion, pour prendre du recul, inventer... au lieu d'être dans la rapidité d'action permanente. Des débats comme ceux proposés dans ces séminaires devraient pouvoir se tenir au niveau local, dans les territoires et les régions, pour prendre de la hauteur, éviter de s'enfermer dans ses problématiques locales. Le Collectif Ville Campagne peut-il apporter des

réponses à ce besoin de réflexion ? Avec quel financement ? Cela peut-il être mis en place dans le cadre du réseau rural français ?

### ***Orienter l'évolution des campagnes***

Parce que le temps de la campagne productive serait terminé, il nous faudrait nous battre sur le résidentiel. Mais ce discours dominant est contrecarré par l'exposé de Bertrand Hervieu, qui montre clairement que l'on peut agir sur le cours des choses, inventer de nouveaux modèles, pourvu qu'on y mette de l'énergie et une véritable volonté politique.

### ***Le local : un nouveau lieu d'action***

S'il apparaît que la volonté politique manque au niveau national dans le domaine de l'aménagement et du développement des territoires, en revanche, elle est bien réelle au niveau local. En 20-30 ans, les compétences du niveau local ont explosé. En effet, autrefois, c'était l'Etat, -le Préfet et ses notables-, qui gouvernait le local. C'est beaucoup moins vrai aujourd'hui. Il ne faut donc pas hésiter à effectuer des actions de « lobbying » au niveau local.

### ***La campagne laboratoire***

Apprécié par certains, refusé par d'autres, le mot « laboratoire » a été mis en débat. Si tous sont d'accord sur le fait que la campagne est aujourd'hui un lieu d'invention, à l'image du Massif Central, en revanche, certains déplorent les expérimentations décidées depuis Paris, sans concertation. Ces volontés d'expérimenter se font parfois au mépris des habitants, qui peuvent se sentir dépossédés de leur territoire. Autre remarque : la nécessité de mettre en place de vrais laboratoires de recherche et développement à la campagne, pour mener des expériences et des études relatives aux problématiques locales. Enfin, il est important que les expérimentations menées soient prises en compte dans les décisions prises ensuite. Ainsi, pourquoi le mode de fonctionnement de Leader, jugé efficace, n'a-t-il pas été repris pour les Pôles d'excellence rurale ?

### ***Des populations mobiles***

A l'instar d'Yves Gilbert qui, à l'Université de l'accueil 2006, avait rappelé la réversibilité des installations à la campagne, cette nouvelle modernité des campagnes est basée sur la mobilité : certains partent, d'autres viennent. Par exemple, les élus locaux doivent ainsi comprendre que si les jeunes partent, d'autres personnes arrivent. Cette problématique du maintien des jeunes doit être prise en compte à l'aune des parcours de vie.